



Revue Interventions économiques

Papers in Political Economy

46 | 2012

Innovation et développement chez Schumpeter

Actualité de *Capitalisme, socialisme et démocratie* ou la dure survie du capitalisme selon Schumpeter

News from Capitalism, Socialism and Democracy or Schumpeter's Hard Survival of Capitalism

Dorval Brunelle



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1563>

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Dorval Brunelle, « Actualité de *Capitalisme, socialisme et démocratie* ou la dure survie du capitalisme selon Schumpeter », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 46 | 2012, mis en ligne le 01 novembre 2012, consulté le 24 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1563>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mai 2019.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Actualité de *Capitalisme, socialisme et démocratie* ou la dure survie du capitalisme selon Schumpeter

News from Capitalism, Socialism and Democracy or Schumpeter's Hard Survival of Capitalism

Dorval Brunelle

- 1 Peut-on encore lire *Capitalisme, socialisme et démocratie* de l'économiste autrichien Joseph Alois Schumpeter soixante-dix années après sa première publication en 1942 ou soixante-deux ans après la mort de l'auteur en 1950? Il faut croire que *oui* puisque l'ouvrage en question est demeuré disponible tout au long de ces années et que son éditeur français Payot a même cru bon d'en rééditer un long extrait en 2011 sous le titre pour le moins accrocheur *Le capitalisme peut-il survivre?* un titre qui reprenait tout simplement l'intitulé que l'auteur lui-même avait donné à la deuxième partie de son livre. Au fond, un tel choix éditorial servait à montrer que l'idée de crise du capitalisme n'avait pas toujours été brandie par les plus radicaux parmi les économistes, d'une part, qu'un des plus célèbres économistes de notre temps avait déjà posé, durant la Deuxième Guerre mondiale, la question qui agite à nouveau les esprits au beau milieu de la crise financière qui secoue les économies depuis quelques années, d'autre part.
- 2 Il convient de souligner par ailleurs que la longévité et la renommée du livre de Schumpeter n'ont été assurées ni par la force de l'argumentaire ni par les polémiques que cet argumentaire a soulevées à l'époque, deux raisons qui sont en général invoquées pour rendre compte de la notoriété d'un ouvrage, mais plutôt par le profond désaccord qui a prévalu et qui prévaut toujours entre exégètes, analystes et interprètes concernant les arguments défendus, mais surtout concernant la cohésion de l'ouvrage.
- 3 Car, il faut bien le dire, si *Capitalisme, socialisme et démocratie* est un livre passionnant, il est aussi passablement déconcertant, essentiellement parce que l'auteur propose cinq niveaux d'analyses qui ne semblent pas intégrées de manière immédiatement convaincante dans un plan d'ensemble orienté vers un ou des objectifs précis. Ensuite, au

niveau de son positionnement, l'argument semble à la fois et concurremment défendre la validité du capitalisme et annoncer l'inévitabilité du socialisme. Enfin, dans ses prolongements et ses conclusions, l'auteur soutient que le recours à la démocratie conviendrait davantage au système socialiste qu'au système capitaliste, un énoncé qui n'était pas facile à soutenir, encore moins de défendre à l'époque, et qui ne l'est pas davantage aujourd'hui. De là à conclure que le livre constitue au mieux un essai polémique que le lecteur a tout le loisir d'interpréter à sa manière, qu'il reflète, au pire, le pessimisme de son auteur vis-à-vis des capacités de sortie de crise du capitalisme, autant de constats qui ont été avancés lors de sa parution et qui le sont encore aujourd'hui¹.

- 4 Peut-être que la principale difficulté tient à l'ordre de présentation des cinq parties du livre. En effet, il est successivement question de l'apport de Marx, de la question de la survie du capitalisme, de savoir si le socialisme peut fonctionner, du lien entre socialisme et démocratie, et, enfin, de l'histoire des partis socialistes, une séquence qui annonce des sauts théoriques importants et des changements d'échelles qui ne seront pas faciles à suivre.
- 5 Et, pourtant, l'analyse que je propose d'engager de l'ouvrage de Schumpeter et de son apport à la réflexion critique sur le capitalisme n'en suivra pas moins le cheminement proposé par l'auteur, parce que cette démarche me permettra d'isoler les grandes lignes des thèses avancées afin de faire ressortir toute la richesse d'une argumentation qui n'est pas, comme on le verra, sans pertinence pour comprendre les débats de société à l'heure actuelle. Toutefois, il existe une raison plus profonde pour laquelle j'ai choisi de procéder ainsi. Il semble en effet que le livre de Schumpeter n'a pas bénéficié, auprès des analystes ou des exégètes francophones, d'un auditoire comparable à celui qu'il s'est taillé auprès des lecteurs de langue anglaise et la raison de cette divergence tient fort probablement au fait que la seule traduction disponible en français est amputée de toute la cinquième partie qui occupe le quart de la version originale. La justification de cette omission est on ne peut plus désarçonnante d'ailleurs, puisque l'éditeur fait platement valoir que le sujet de cette partie intitulée « une esquisse historique des partis socialistes » serait à ce point familier au lecteur français qu'il n'a pas cru devoir lui en offrir une traduction. Le résultat de cette négligence est que le livre *Capitalisme, socialisme et démocratie* ne porte pas la même réputation et n'occupe pas un rang comparable d'une communauté linguistique à l'autre, tout simplement parce que l'on ne peut pas comprendre certains arguments de l'auteur à partir de la version tronquée disponible en français. En revanche, auprès de son lectorat anglophone, les débats ont été nombreux et ils ont mis aux prises les économistes les plus éminents, comme Ludwig von Mises, Friedrich Hayek ou Paul A. Samuelson, mais aussi des politologues et des théoriciens de la démocratie aussi célèbres que Giovanni Sartori et C. B. Macpherson². En somme, dans le monde francophone, si la réputation de Schumpeter est fort enviable, son livre *Capitalisme, socialisme et démocratie* est encore et toujours sous-estimé³. C'est donc avec l'idée de fournir une explication à cet écart que je me propose de suivre pas à pas l'argument schumpétérien⁴.

La critique de Marx

- 6 Pour un théoricien qui tenait Walras, son maître à penser, de même que Cournot et Quesnay comme les trois plus grands économistes de tous les temps, Schumpeter fait sans doute montre d'une révérence consciencieuse en ouvrant son étude avec une présentation de Marx qu'il tient à la fois pour un génie et un prophète avant de lui

accorder les mérites qui lui sont dus à titre d'économiste. Mais pour bien saisir la portée de sa démarche, il convient de relever en tout premier lieu que ce que Schumpeter loue chez Marx, c'est d'abord sa force de conviction, sa passion, son ardeur, trois qualités dont il trouve la plus belle expression dans cette contribution exigeante que sont *Les Théories de la plus-value*.

- 7 Que ce livre ait été mésinterprété par les épigones et les adversaires de Marx nous donne, selon Schumpeter, un indice des difficultés intrinsèques à son argumentation tout en mettant en valeur le positionnement théorique fort exigeant de l'auteur. Par la suite, Schumpeter propose un découpage des différentes facettes de Marx en quatre tranches et autant de chapitres⁵. Le premier est consacré au « prophète », un qualificatif qui lui permet d'établir un parallèle entre marxisme et religion. Cette analogie n'a rien d'original, même en 1942, puisqu'elle avait été servie de manière récurrente à l'endroit du marxisme au moins depuis la publication du livre *Étatisme et anarchisme* de Bakounine, en 1873, où l'auteur use et abuse dans ses polémiques de métaphores à haute teneur ecclésiastique à l'encontre du marxisme. Jusque là cependant, le rapprochement visait essentiellement tel ou tel credo de la doctrine marxiste, comme la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ou la paupérisation des classes laborieuses, sinon certain concept, comme le concept de plus-value, voire, comme ce fut le cas pour Bakounine dans l'ouvrage cité, la remise en cause de certains dogmes politiques comme la prise du pouvoir d'État par la classe ouvrière. Par contre, à l'autre bout du spectre idéologico-politique, chez les conservateurs et les théistes, par exemple, on se serait bien gardé d'apposer l'épithète « religieux » au corps de pensée de Marx et des marxistes. Ainsi William E. Lecky, dans son livre classique, *Democracy and Liberty* publié en 1896, choisit plutôt de taxer marxistes et socialistes toutes tendances confondues de déshonnêteté à grande échelle. Or, l'angle d'approche de Schumpeter ne suit ni l'une ni l'autre voie. C'est moins la portée millénariste du marxisme qui le retient, sinon les prémonitions de Marx qui a réussi à repérer les dislocations et les contradictions enfouies dans les profondeurs du système capitaliste de production, alors même que ce système intensifiait sa présence dans un nombre croissant de pays et qu'il étendait son empire à l'échelle mondiale. Ce faisant, cette démarche critique établit une jonction objective forte entre le marxisme et ces millions de laissés pour compte du capitalisme pour lesquels la promesse d'un avenir matériel meilleur disqualifie les réformistes les mieux intentionnés.
- 8 Il suit de là, et c'est le second temps de l'étude consacrée à Marx, que sa vocation de sociologue s'est avérée déterminante dans la mesure où Marx s'est attaché à étudier les conditions sociales de production, d'une part, qu'il a su analyser leur logique propre, d'autre part, comme l'illustre l'exemple souvent cité du rôle du moulin à vent dans la création de la société féodale et de celui du moulin à vapeur dans celle de la société capitaliste. Cependant, l'apport déterminant de Marx à ce chapitre demeure sans contredit le recours à la notion de « classe sociale », qui fait l'objet du passage célèbre du *Manifeste communiste* où les auteurs Marx et Engels saisissent l'histoire en tant que processus dont la lutte des classes serait le moteur. Cela dit, aux yeux de Schumpeter, cette théorie n'en serait pas moins lacunaire pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la démarche serait trop réductrice, puisqu'il existe plus de deux classes dans la société et que les formes ainsi que les modalités de la coopération entre les deux classes fondamentales, en particulier, l'emportent sur les oppositions qu'elles peuvent entretenir l'une vis-à-vis de l'autre. Ensuite, Schumpeter est porté à accorder plus de crédibilité à ce qu'il appelle « l'ancienne théorie de l'harmonie sociale » qu'à la vision marxienne d'un

gouffre infranchissable entre propriétaires des moyens de production et travailleurs. Enfin, et plus fondamentalement, l'économie de Marx serait un prolongement de sa théorie sociologique ou, pour dire les choses autrement, la sociologie marxiste repose sur un projet d'émancipation sociale que la théorie économique marxiste cherche à asseoir sur des bases scientifiques.

- 9 Il n'est donc pas étonnant si, dans la suite de son exposé consacré à Marx l'économiste, Schumpeter renonce à utiliser la notion de plus-value, n'y voyant tout au plus que l'emprunt à Ricardo d'un concept inutilisable. Le rejet est d'ailleurs sans rémission : « Nul n'ignore que cette théorie de la valeur n'est pas satisfaisante [...] Du point de vue de l'économie politique [...] il est beaucoup plus important de se demander comment la théorie de la valeur-travail joue son rôle d'instrument analytique; or, la véritable objection que l'on peut lui opposer, c'est qu'elle le joue très mal »⁶. Il suit de là que la théorie de l'exploitation du travail qui tient une place si centrale dans les développements de Marx n'est pas soutenable non plus, sinon à un niveau polémique.
- 10 Ceci dit, il nous faut maintenant nous attarder sur l'exégèse schumpétérienne de Marx qui consiste à isoler les points faibles ou les lacunes du système qui sont par suite comblées grâce au recours à quelques concepts et raisonnements centraux empruntés à la démarche de Schumpeter lui-même. Nous sommes ici placés devant un double critique où Schumpeter entend corriger Marx tout en se pliant au jeu de faire sienne, jusqu'à un certain point, l'approche marxiste. À ce propos, il avance trois reproches ou critiques : le premier porte sur l'absence de délimitation claire entre les concepts qui relèveraient de la sociologie et ceux qui appartiendraient en propre au domaine de l'économie; le second concerne spécifiquement le problème du passage de l'état stationnaire ou d'équilibre à l'état dynamique que Marx n'aurait pas correctement saisi, en escamotant, entre autres choses, la distinction – due à Schumpeter lui-même, au passage – entre le capitaliste et l'entrepreneur; le troisième reproche enfin, porte sur le phénomène de la concentration économique que Marx n'a pas abordé de manière satisfaisante, puisqu'il n'a pas approfondi son analyse des monopoles et des oligopoles.
- 11 La conséquence la plus significative de ces lacunes réside en définitive dans le fait que Marx a été conduit à développer la thèse de la paupérisation des masses et, ce faisant, à sous-estimer les possibilités d'enrichissement offertes par le système capitaliste. Sur ce point précis, il persisterait une insurmontable contradiction dans l'approche de Marx entre son analyse des capacités ou des aptitudes du capitalisme à produire la richesse d'un côté et son diagnostic à l'effet que le capitalisme serait, à terme, condamné de l'autre. Cette aporie serait imputable à l'absence de théorie des cycles chez Marx, une déficience qui le pousse à investir le phénomène de succession des phases d'expansion et de contraction, un processus somme toute inhérent au système capitaliste, d'une portée vainement catastrophique, ce dont témoigne la polysémie dont est frappée la notion de crise qui désigne indistinctement la récession, la stagnation, la dépression ou l'écroulement.
- 12 Le quatrième et dernier temps de cette exégèse est consacré à « Marx le professeur »⁷. Sous cet intitulé, Schumpeter tente d'évaluer l'apport du marxisme en tant que *message* ou en tant qu'idéologie, et non plus en tant que théorie synthétique. C'est la dimension messianique ou rédemptrice du marxisme qui est alors valorisée. Schumpeter profite alors de l'occasion pour s'en prendre, en particulier, à la théorie de l'impérialisme de ceux qu'il identifie comme les « néo-marxistes », c'est-à-dire Karl Kautsky, Otto Bauer, Rudolf Hilferding, Max Adler, Rosa Luxemburg et Fritz Sternberg. Sans nous attarder sur

cette critique, retenons à tout le moins la conclusion qu'il en tire, à savoir que rien ne saurait garantir que le passage au socialisme puisse être automatique avec le résultat que l'alternative entre évolution et révolution demeure encore et toujours à l'ordre du jour.

La survie du capitalisme

- 13 Le prologue de la deuxième partie s'ouvre sur une phrase provocante : « Le capitalisme peut-il survivre? Non, je ne crois pas qu'il le puisse », même si l'auteur concède immédiatement que cette opinion est en elle-même « inintéressante », que seuls comptent les faits et les arguments⁸. Schumpeter prend ici le contre-pied des thèses de Marx dans la mesure où il avance que ce sont les performances du système qui sapent les bases de ses institutions sociales, alors que Marx aurait plutôt imputé ce travail de sape à ses contre-performances. En somme, même si les raisonnements des deux auteurs divergent du tout au tout, il n'en demeure pas moins que les conclusions de Schumpeter rejoignent celles de l'auteur du *Capital*. En effet, écrit Schumpeter : « on peut détester le socialisme, ou, à tout le moins, l'observer d'un oeil froidement critique et, néanmoins, prévoir son avènement⁹ ».
- 14 L'analyse prospective opère alors un changement d'échelle passablement révélateur : ce seront les succès mêmes du capitalisme en termes d'accroissement de la production des richesses et d'augmentation des niveaux de vie qui attiseront les rancœurs de ceux qui n'appartiennent pas aux classes possédantes. Ou, pour dire les choses autrement, en dépit de et malgré ses performances, on assistera à l'accroissement des ressentiments à l'endroit du système capitaliste dans son ensemble, et ce, même s'il faut s'attendre à ce que les acquis du progrès économique continuent de se faire sentir durant plusieurs décennies encore.
- 15 Les questions qui retiennent tout particulièrement l'attention de l'auteur en ces pages et qui comptent parmi celles sur lesquelles il a apporté une contribution originale concernent l'entreprise capitaliste et le profit. À l'intérieur même de l'entreprise, de son mode de fonctionnement et de la rationalité qui lui est propre, le succès est à la fois indéniable et contestable. Cependant, ne se pourrait-il pas que les carences au niveau des retombées économiques bénéfiques à l'extérieur de l'entreprise elle-même et donc à l'intérieur de la sphère sociale puissent contribuer à accroître la fragilité d'ensemble du projet capitaliste? À l'appui de cet argument, Schumpeter appelle à témoigner deux économistes célèbres, Alfred Marshall et Knut Wicksell, dont les travaux ont montré que, dans un contexte caractérisé par la concurrence, les entreprises sont portées à produire au niveau le plus « socialement souhaitable » possible. Mais qu'arrive-t-il si les faits et les données contredisent le schéma de départ et si nous nous trouvons placés dans une situation de concurrence imparfaite caractérisée par la suprématie ou la domination des prix de monopole sur les prix d'équilibre? Les théories de la concurrence monopolistique ou oligopolistique prêteraient ainsi le flanc à une critique sociologique forte, car, alors même que le système capitaliste opèrerait au-delà de ses capacités économiques *normales* – par rapport à un régime de concurrence pure et parfaite, bien sûr –, il n'en opèrerait pas moins – et de plus en plus d'ailleurs –, en deçà de ses capacités sociales optimales.
- 16 Afin d'apporter sa propre contribution à la résolution de cette contradiction, Schumpeter, au chapitre sept de son ouvrage, introduit une expression qui revêt un statut épistémologique central dans son argumentaire et qui compte également parmi ses apports majeurs à la science économique, celle de « destruction créatrice ». Appliquée à la

contradiction dont il est ici question, cette idée veut que, en situation de monopole, le capitalisme s'engage dans un « processus de destruction créatrice » qui lui permet, grâce aux ressources mises à son service et à la créativité dont il dispose, de surmonter et de dépasser les contradictions qui émergent en son sein – les contradictions internes – de même que celles qui surgissent devant lui – les contradictions externes. Le système capitaliste, fondé sur une précarité à la fois paradigmatique et contingente, cherche constamment à dépasser le poids des contraintes saisonnières et imprévisibles, des cycles, des besoins, avec le résultat que les nécessités de l'adaptation sollicitent le recours à des mécanismes de plus en plus efficaces de production et de distribution des produits et des richesses. Il s'agit, en d'autres termes, de défier et de vaincre les rigidités qui entravent la progression et l'efficacité du système dans son ensemble. Or, si la théorie économique peut expliquer les faits, il n'en reste pas moins que, depuis la fin de la Première Guerre mondiale – et jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre, rappelons-le –, une sévère et durable dépression économique s'est étendue sur les économies occidentales, avec le résultat que les occasions ou les opportunités d'investissement diminuent et que les taux de chômage progressent notablement.

- 17 Bref, en 1942, les capacités de reprise du système s'amenuisent et la civilisation du capitalisme semble bel et bien en déclin. D'ailleurs la difficulté ne réside pas dans le fonctionnement de l'économie, mais bien au niveau de la superstructure de sorte que l'explication dernière de ce décalage est imputable à la mentalité de la société capitaliste et, surtout, à celle de la classe bourgeoise. La rationalité bourgeoise, rivée comme elle l'est à l'efficacité, à la comptabilité et à la productivité, ignore au fond les dimensions sociologiques et intellectuelles – une notion qui prendra tout son sens plus avant – de l'évolution sociale, avec le résultat que des visions alternatives finissent par se déployer et par gagner une emprise de plus en plus appréciable auprès des autres classes de la société. En elle-même cette opposition serait sans grande portée n'était-ce de la dynamique propre des jugements de valeur et des récriminations qui contribue à effriter l'ordre bourgeois lui-même.
- 18 Le premier sur la ligne de feu à subir les effets délétères de cette contestation, c'est l'entrepreneur – une autre notion centrale chez Schumpeter – dont la fonction devient de plus en plus obsolète sous la poussée des forces qui contribuent à dépersonnaliser et à automatiser la production. En conséquence, à partir du moment où l'évolution du système capitaliste est désormais liée au jeu de forces anonymes, le grand complexe industriel exproprie d'abord les plus petites unités de production, ensuite l'entrepreneur et, enfin, la bourgeoisie dans son ensemble. Par la suite, le dépérissement des institutions bourgeoises ou capitalistiques entraîne à sa suite celui d'institutions apparentées qui appartiennent encore au réseau des relations précapitalistes de production, comme le propriétaire terrien, par exemple.
- 19 Si nous transposons les raisonnements de Schumpeter dans des termes juridiques, nous voyons que les fondements de la société civile sont détruits, puisque ni la propriété privée, ni le contractualisme fondé sur l'autonomie des volontés, ni non plus la responsabilité individuelle peuvent encore prévaloir dans un contexte caractérisé par la socialisation des fonctions économiques de base, comme la décision d'investir ou celle d'innover. L'hostilité à l'endroit du capitalisme finit par gagner en extension et en intensité auprès des couches sociales et « la forteresse bourgeoise devient politiquement démunie »¹⁰.

- 20 À son tour, cette polarisation ou cet affrontement entre les classes pourrait demeurer sans conséquence n'était-ce du rôle assumé par l'intellectuel dans la cité dont l'intérêt premier réside dans l'attisement des frustrations. La section intitulée « sociologie de l'intellectuel » est particulièrement révélatrice à cet égard : elle fait état d'une critique très sévère du rôle de l'intellectuel qui, bénéficiant de grands acquis de la civilisation capitaliste, tels que l'imprimerie, ne s'emploie plus qu'à soutenir une polémique dévastatrice contre un système auquel il doit pourtant d'avoir vu le jour. Son ascendant gagnera une indéniable intensité au XVIII^e siècle avec la naissance de l'opinion publique. Depuis lors, l'incapacité de l'ordre bourgeois à contrôler et à dominer ses intellectuels est à peu près générale. La raison de cette inaptitude est liée au fait que la classe bourgeoise dépend à un tel degré de la liberté économique qu'elle s'avère impuissante à mater la liberté d'opinion sans se placer elle-même dans une position intenable, voire auto destructrice. En attendant, l'influence de l'intellectuel s'étend et s'approfondit, puisqu'il dispose désormais, grâce aux progrès technologiques, de moyens de plus en plus considérables parmi lesquels nous pouvons compter la diffusion des journaux, celle des ouvrages à bon marché, de même que la radio. Une longue note en pied de page mérite d'être mentionnée à cet égard où Schumpeter relève à quel point les journaux à grand tirage ne parviennent pas à imposer leur propre politique éditoriale dans la mesure où le journaliste dispose d'un moyen suprême pour s'y opposer et se faire passer pour le « martyr » d'une organisation à laquelle il doit son existence¹¹.
- 21 D'autres facteurs viennent faciliter puis consolider cette prépondérance de l'intellectuel, qu'il s'agisse de la progression des cols blancs ou du sous-emploi. Même si le mécontentement est une donnée inéluctable du système capitaliste et de sa gestion bourgeoise, sa jonction avec l'intellectuel enflammé contribue à nourrir et à alimenter l'opposition sociale et politique; on en a une confirmation éclatante avec l'entrée des intellectuels dans les organisations ouvrières qui, au départ, n'entretenaient que de la méfiance à leur endroit. En définitive, c'est cette fusion entre l'intellectuel et le syndicat, entre l'intellectuel et le parti bref, entre l'intellectuel et le militant qui contribue à alourdir l'atmosphère et qui conduit à la décomposition de l'économie capitaliste.
- 22 Pour Schumpeter, deux théories peuvent être avancées pour rendre compte de ces faits : la première est la « théorie de la disparition des opportunités d'investissement », la seconde, la « théorie de l'évaporation de la substance de la propriété ». Ces deux théories représentent chacune les dimensions externe et interne de la fonction entrepreneuriale et de son esprit. La disparition des grandes dynasties bourgeoises favorisée par la désintégration de la famille elle-même, illustre au mieux la dissolution du système dans son ensemble.
- 23 Devant le cumul d'autant de difficultés et de contradictions, il reste à se tourner du côté de l'alternative socialiste.

Le socialisme peut-il fonctionner?

- 24 L'enjeu théorique est circonscrit par Schumpeter de la manière la plus claire : il s'agit de démontrer qu'un système fondé sur la centralisation du contrôle sur les moyens de production et sur la production elle-même peut fonctionner; il s'agit donc d'étudier la « logique pure d'une économie socialiste ». L'auteur poursuit son argumentation en opposant deux types de société, la société mercantile — encore que le terme anglais

commercial society pourrait aussi être traduit par « société commerçante » — et la société socialiste. La première repose sur deux éléments, la propriété privée et le contrat individuel, tandis que la société socialiste se caractérise par la présence d'une autorité centrale qui contrôle les moyens de production, de sorte « les affaires économiques de la société ressortissent, en principe, au secteur public »¹². Telle que définie, la société mercantile représente un modèle très général dont la société capitaliste est une variante caractérisée par la présence d'un élément additionnel, à savoir le crédit.

- 25 L'argument de Schumpeter se déploie donc à un haut niveau de généralité et, sur ce terrain, il ne se reconnaît qu'un adversaire important, Ludwig von Mises qui, dans un ouvrage traduit en anglais sous le titre *Socialism*, avait remis en cause, non seulement la rationalité du socialisme, mais surtout sa viabilité, en invoquant l'idée qu'un comportement économique rationnel doit obligatoirement reposer sur un calcul des coûts des facteurs de production, calcul qui fait à son tour appel à des prix qui ne sauraient être établis autrement qu'à l'intérieur d'un marché libre¹³. L'absence d'un ordre de marché représente bien, aux yeux de Schumpeter, la « différence logique — ou purement théorique — la plus importante entre l'économie mercantile et l'économie socialiste »¹⁴. Ce vide doit donc être comblé par l'intervention politique, ce qui implique que la distribution doit obligatoirement être dissociée du processus de production en tant que tel. L'intrusion de facteurs politiques dans la gestion économique apparaît ainsi totalement arbitraire au point de vue de la théorie économique, de sorte que la finalité dernière de la distribution demeure ouverte. Elle pourrait tout aussi bien viser un idéal égalitaire, tolérer toutes sortes d'inégalités ou imposer une maximisation des performances.
- 26 La suite de l'analyse conduit l'auteur à privilégier un cas, celui d'une distribution égalitaire des produits. Il s'emploie alors à montrer que la planification de la production — *blueprint* en anglais¹⁵ — devrait opérer sous l'égide de prix imposés par un organisme centralisé habilité à ce faire. Il suffit que le mécanisme de fixation des prix respecte une règle de base en vertu de laquelle le niveau des prix devrait être suffisant pour « vider le marché », et la finalité visée serait réalisée dans une économie stationnaire. Quant au passage à une économie dynamique, il n'y a aucune raison de croire qu'il s'avérerait irréalisable pour autant que l'on postule qu'un surplus ou un « profit » puisse être dégagé au niveau de la gestion de l'entreprise en vue de moderniser l'appareil de production. En bref, la situation dans laquelle nous nous trouverions placés dans ces circonstances ne différerait pas de manière significative de celle qui prévaut à l'intérieur des grandes entreprises. À ce titre d'ailleurs, le schéma socialiste disposerait d'un avantage certain dans la mesure où le climat d'incertitude qui grève l'économie de la grande entreprise ne prévaudrait plus dans une économie socialisée.
- 27 Schumpeter s'engage par la suite dans une étude comparée des schémas capitaliste et socialiste, tout en précisant qu'il s'agit de juxtaposer le réel à l'utopique, étant admis que la variante soviétique de l'économie socialiste ne représente pas encore à ses yeux une réalisation significative. Au niveau des rendements, la supériorité du socialisme sur le capitalisme de monopole repose sur l'éventualité qu'à long terme, le premier sera en mesure de produire « un flux plus considérable de biens de consommation pendant une même unité de temps »¹⁶. En d'autres termes, à efficacité égale, un système égalitaire produirait davantage de bien-être qu'une économie monopolistique et *a fortiori* qu'un système concurrentiel. Au demeurant, un facteur subsidiaire de rentabilité sociale est souligné au passage, il s'agit de l'élimination des rentiers — un objectif défendu également

par Keynes, au passage — et de la consommation ostentatoire. Sur la base de ces arguments, il apparaîtrait que le système socialiste serait bel et bien supérieur au système capitaliste.

- 28 Ceci dit, plusieurs problèmes demeurent encore en suspens dont le moindre n'est certes pas celui que pose l'émergence d'un important appareil bureaucratique. Pour Schumpeter, la bureaucratie ne représente pas un obstacle à la démocratie et il semble d'ailleurs à ce propos — sans le mentionner — faire sienne une interprétation wébérienne du phénomène bureaucratique selon laquelle la décision objective ou rationnelle d'un organisme indépendant est préférable à la dépendance à l'endroit des aléas des préférences individuelles.
- 29 L'autre défi évoqué par l'auteur est celui que représente le recours à l'autoritarisme de la part de ceux qui entendent imposer l'ordre socialiste. Schumpeter n'est pas réfractaire à cette démarche, il y verrait plutôt un mécanisme susceptible d'accroître l'efficacité du système et il semble même déplorer le fait que la direction capitaliste ne dispose plus de tels moyens pour imposer son autorité.
- 30 Enfin, le dernier chapitre de cette troisième partie est consacré à l'étude de la transition au socialisme où l'auteur distingue entre la socialisation enclenchée dans un état de maturité et celle qui est engagée dans un état d'immaturité. Toute la question tourne alors autour du défi de l'impréparation ou de la disponibilité selon les cas. La maturité est liée essentiellement à la modération, à la réconciliation des strates réfractaires et à la reconnaissance des épargnes privées, entre autres. En revanche, l'immaturité prévaudrait là où le schéma socialiste ferait fi de ces contingences.

Socialisme et démocratie

- 31 Cette quatrième partie consacrée à la juxtaposition entre le socialisme et la démocratie nous introduit donc au cœur de l'argumentation de l'auteur. Cet argument se déploie en trois temps : dans une première section, l'auteur critique l'approche des partis socialistes, dans la seconde, il expose la doctrine classique et, dans la troisième, il développe une « théorie alternative de la démocratie ».
- 32 La critique du démocratisme marxiste est irrévocable : « la véritable pierre de touche d'une mentalité antidémocratique consiste dans la tentative d'imposer un régime que l'on tient pour excellent et glorieux à un peuple qui n'en veut pas — ceci même si l'on escompte qu'il s'y ralliera après en avoir expérimenté les bienfaits »¹⁷. À l'appui de ce jugement lapidaire, Schumpeter monte le « dossier des partis socialistes » et il dénonce au passage l'attitude des chefs de partis socialistes ou sociaux-démocrates, que ce soit en Autriche, en Hongrie ou en Allemagne au lendemain de la Première Grande Guerre. Il cherche à cette occasion à dissocier « l'idéal suprême de la démocratie » de la « méthode politique » de la démocratie et il précise sa démarche en ces termes :
- La démocratie est une méthode *politique*, en d'autres termes, un certain type d'organisation institutionnelle visant à aboutir à des décisions politiques — législatives et administratives — et, par conséquent, elle ne peut constituer une fin en soi, indépendamment des décisions qu'elle sécrète dans des conditions historiques données. C'est précisément cette conception fonctionnelle qui doit servir de point de départ à toute tentative visant à définir la démocratie¹⁸.
- 33 Nous n'insisterons pas sur la présentation que fait l'auteur de la doctrine classique dans laquelle il engage une critique des notions de « bien commun », de « volonté populaire »

et de « volonté individuelle ». Nous nous contenterons d'apporter trois brèves précisions. En premier lieu, la notion de « bien commun » n'est ni univoque ni homogène; « il n'existe rien de tel qu'un bien commun prédéterminé sur lequel tous seraient susceptibles de tomber d'accord ou auquel ils seraient susceptibles de souscrire par la seule opération d'un argument rationnel »¹⁹. En deuxième lieu, même si on pouvait supposer qu'un accord minimal puisse être conclu, rien ne saurait exclure quelque dissension sur les fins. En troisième lieu, les deux précédentes propositions nous obligent à écarter tout recours à la notion de « volonté générale ». Le problème concerne spécifiquement le rapport et la relation entre la volonté individuelle et la volonté générale qui renvoient très spécifiquement au contenu rationnel ou éclairé de la première, d'une part, au défi du rassemblement de ces volontés individuelles plus ou moins informées et conscientes au sein d'un ensemble plus vaste, d'autre part. Il suit de là que le comportement des masses²⁰ en politique est loin d'être rationnel, ainsi que peut en témoigner l'analyse psychologique des foules menée notamment par Gustave Le Bon. Par la suite, l'analyse de Schumpeter se fait particulièrement critique vis-à-vis des comportements individuels quand il met à jour non seulement l'étroitesse de la perspective et la petitesse des visées, mais aussi la volatilité et la malléabilité de l'opinion. Il dénonce alors la perte du sens des réalités, le désistement en matière de responsabilité et, finalement, l'absence de volonté elle-même pour condamner l'ignorance et le manque de jugement chez le citoyen « ordinaire ». Il écrit : « Ainsi, le citoyen typique, dès qu'il se mêle de politique, régresse à un niveau inférieur de rendement mental »²¹.

- 34 En conséquence, si la doctrine classique de la démocratie a pu survivre si tard, la raison doit en être recherchée du côté de l'idéologie et, en particulier, du côté de son association avec les croyances religieuses. La théorie classique de la démocratie s'appuie en définitive sur une vision salvatrice du « bien commun » au niveau des idéaux tandis que, au niveau pratique, elle assume tout au plus une fonction antiseptique, elle nettoie ou elle blanchit le système politique.
- 35 Quant à la théorie alternative de la démocratie proposée par l'auteur, elle consiste à renverser le paradigme classique en substituant à la prérogative de décider sur les enjeux ou sur les fins, celle d'élire plutôt ceux qui en assumeraient la responsabilité et le fardeau. Schumpeter propose alors d'utiliser ce critère afin d'établir une distinction de base entre les gouvernements démocratiques et ceux qui ne méritent pas de porter l'épithète. Le premier résultat de l'application du modèle consiste à soutenir que le système monarchique parlementaire à l'anglaise remplit cette condition, tandis que la monarchie constitutionnelle n'y répond pas, un départage pour le moins sibyllin²².
- 36 Le versant négatif de la théorie schumpétérienne apparaît d'emblée quand il insiste sur l'importance d'une direction — *leadership* en anglais — placée d'entrée de jeu au-delà des volontés particulières fussent-elles regroupées, ou quand il affiche la plus grande insensibilité vis-à-vis de la reconnaissance des libertés individuelles. L'électorat est ainsi placé dans une position à la fois névralgique et minimaliste : il élit, il peut répudier. Dans ces conditions, le défi posé par l'émergence des factions serait résolu avant même que d'avoir surgi. L'application de ce principe trouve son illustration la plus éclatante aux États-Unis où l'électorat « produit le gouvernement », c'est-à-dire qu'il choisit l'autorité dernière que Schumpeter appelle erronément le « premier ministre » tandis que, dans la plupart des cas, l'électorat élit le « Parlement ». C'est ce qui expliquerait que, dans la plupart de ces cas sauf aux États-Unis, le fonctionnement de la démocratie serait dramatisé à outrance. Par exemple, le mode de nomination des membres d'un Cabinet, en

régime parlementaire, apparaît essentiellement ambigu et rejoint le genre de tractations affairistes auquel on peut associer les pratiques les moins démocratiques qui soient. En contestant le recours au Parlement et à l'électorat dans la formation du gouvernement, Schumpeter privilégie en définitive le césarisme, c'est-à-dire la formation d'un pouvoir direct et il répudie la légitimité des partis politiques qui, malgré leur prétention à promouvoir en principe l'intérêt général, en pratique, seraient uniquement engagés dans une concurrence pour le pouvoir.

- 37 À partir de ces raisonnements, l'auteur est en mesure de conclure qu'il n'y a ni affinité ni incompatibilité entre le socialisme et la démocratie. En un sens, le recours au démocratisme représente une pure et simple perte d'énergie; en un autre sens, la démocratie appelle la création du politicien de carrière. La conclusion à tirer est qu'il convient de défendre une approche relativiste de la démocratie fondée sur les quatre conditions suivantes : *premièrement*, la recherche de la plus haute qualité chez les candidats au pouvoir politique, *deuxièmement*, la délimitation d'un espace de la démocratie afin d'éviter un éventuel débordement et une politisation induite des enjeux sociétaux; *troisièmement*, le recours à une bureaucratie contre les prétentions des amateurs et, *quatrièmement*, l'exercice d'une forme d'auto contrôle de la part des individus et des corps sociaux impliqués.
- 38 En définitive, si le capitalisme est mieux préparé pour recevoir et accommoder la revendication démocratique, dans la mesure où le bourgeois, en particulier, est plus tolérant vis-à-vis de la contestation politique, ce système est en passe de démeriter. L'éventualité même que le socialisme assume la relève nous conduirait à penser que le démocratisme pourrait s'y adapter et ce, même si son introduction risque d'entraîner de graves difficultés au départ.

Une esquisse historique des partis socialistes

- 39 La dernière partie représente véritablement la synthèse des arguments et des idées exposés précédemment²³. Car, au point où nous sommes arrivés, il n'est pas acquis du tout que la démocratie puisse survivre sous un régime socialiste, bien au contraire.
- 40 Schumpeter reprend ici l'étude de la doctrine marxiste et, à ce titre, la dernière partie de son ouvrage présente en quelque sorte le contrepoint de la première. Il s'agit alors de montrer comment, pour Marx, l'émancipation du prolétariat représente à elle seule la finalité dernière du système théorique et politique qu'il avait conçu. Pourtant, quand on s'attarde à l'élaboration de sa plate-forme ou de son programme d'action, on constate que l'approche de Marx est demeurée confuse en termes de revendications. Témoigne de ceci, par exemple, l'alignement opportuniste de revendications aussi disparates que le suffrage universel, l'élimination du travail des enfants, l'impôt régressif ou la nationalisation du sol dans le *Manifeste communiste*, qui reprend d'ailleurs plusieurs des réclamations avancées par les libéraux à l'époque. La même conclusion peut être tirée du programme de la Première Internationale de 1864 ou de ceux qui ont été adoptés par diverses formations politiques depuis lors.
- 41 La suite de l'histoire, celle qui couvre la période qui court de 1875 à 1914, permet d'étayer la thèse quitte à prendre en considération l'esprit du fabianisme, le cas de la Suède et de la Russie, celui des États-Unis, l'évolution du syndicalisme en France, la politique allemande et celle des socialistes autrichiens. Bref, entre la Seconde Internationale (1889)

et le Congrès extraordinaire de Bâle (1912), la politique socialiste n'aura pas su créer quelque unanimité que ce soit en faveur d'une grève générale et elle n'aura même pas été en mesure d'éviter la Première Guerre. Et le même constat d'échec peut être appliqué à la période de l'Entre-deux-guerres, c'est-à-dire aux années 1918 à 1939.

- 42 Aux yeux de Schumpeter, le ralliement des partis socialistes à la cause nationale à la veille de la Grande Guerre apparaît rien moins qu'abasourdissant. En conséquence de quoi, « un pilier essentiel de l'édifice marxiste s'est effondré en août 14 »²⁴. Cependant la défaite allemande a contribué à marginaliser la classe dominante, avec le résultat que les partis socialistes ou quasi socialistes ont par la suite été conduits à assumer des responsabilités politiques et à montrer ainsi qu'ils détenaient les qualifications pour gérer les sociétés, avec une réserve fort importante, celle de la Russie qui, depuis l'expulsion de Trotsky en 1927, constituerait plutôt un contre-exemple dans la mesure où on assisterait là-bas à la consécration d'un despotisme pur et simple. D'ailleurs le problème surgit alors de savoir si les socialistes n'auraient pas récolté de plus grands succès en administrant le capitalisme, comme cela s'est produit en Suède notamment, qu'ils n'en ont eu dans d'autres contextes.
- 43 Enfin, tournant le regard vers l'après la Deuxième Guerre, Schumpeter prévoit soit la « russification » de l'Europe sous l'égide de Staline, soit une domination anglo-américaine caractérisée par la sanction d'un « impérialisme éthique »²⁵, étant entendu que, peu importe le cas de figure qui finira par s'imposer, l'ordre socialiste devait progresser notablement. D'ailleurs, en revenant sur la question dans une nouvelle Préface datée de juillet 1946, Schumpeter ajoute un nouveau chapitre à son ouvrage portant cette fois sur « les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale »²⁶. Pour l'auteur, la victoire de l'alliance anglo-américano-soviétique pousse à une accélération de la marche vers une organisation socialiste de la production (« telle que définie dans cet ouvrage », souligne-t-il). Néanmoins, c'est moins le socialisme tel qu'envisagé par les classiques du marxisme qui semble en passe de prévaloir, sinon la généralisation du recours à la socialisation sous l'égide de partis travaillistes, sociaux-démocrates, voire chrétiens²⁷.

Synthèse et conclusion

- 44 J'ai voulu montrer que ce maître livre qu'est *Capitalisme, socialisme et démocratie* méritait une analyse détaillée. Ni simple apologie du socialisme, ni simple vision décliniste du capitalisme, ni non plus approche réductrice de la démocratie, l'argument est avant tout –, et ce, contrairement à ce qui avait été suggéré en début de texte – fort structuré et, par certains aspects, assez complexe. Schumpeter a saisi l'occasion pour reprendre et pour reformuler certaines de ses thèses et, ce faisant, il a également fait état des nombreux champs d'intérêt – théorie économique, sociologie, histoire et prospective – qu'il partageait avec Marx. Car, il convient de le souligner avant d'aller plus loin, il y a un parallèle fort intéressant et fort révélateur à la fois à tracer entre les intérêts et les préoccupations multiples des deux auteurs²⁸.
- 45 Cela dit, à l'instar de *La Société ouverte et ses ennemis* (1943) de Karl Popper, de *La Grande transformation* (1944) de Karl Polanyi, de *La route de la servitude* (1944) de Hayek ou encore *Du Pouvoir* (1945) de Bertrand de Jouvenel, l'ouvrage est sans conteste un des ouvrages majeurs à avoir émergé des temps troubles de la Deuxième Guerre. Il constitue en tout cas un de ces incontournables vers lesquels le lecteur curieux se sentira toujours attiré. Sa renommée ne tient pas seulement à la richesse de l'analyse, elle est liée d'abord et avant

tout au fait que la densité de l'argumentation place le livre en surplomb par rapport au contexte qui l'a vu naître. La question demeure toujours, avant comme après, de savoir si le capitalisme est en mesure de répondre aux besoins sociaux, si le socialisme est viable et si, de surcroît, la démocratie pourra éventuellement prévaloir à l'encontre du poids des intérêts sectaires ou de celui des démagogues.

- 46 Au cours de son analyse, Schumpeter a identifié un nombre impressionnant d'enjeux, et, faute d'espace, je voudrais relever l'opposition qu'il trace entre l'entrepreneur et l'intellectuel. Cette antinomie est déjà révélatrice d'une vision épique ou prométhéenne du capitalisme; l'entrepreneur apparaît comme un incompris de sa classe, tandis que l'intellectuel, en rupture de ban, se cherche une classe d'accueil et il trouve sa niche soit auprès des syndicats, soit au sein des partis socialistes ou « quasi-socialistes ». Le premier, à l'instar du héros mythique de Ayn Rand dans son roman *Atlas Shrugged* (1959) porte le système sur ses épaules, il peut le faire ou le défaire à son gré, alors que le second loge dans les superstructures idéologiques et politiques en attendant de bénéficier d'une conjoncture politique qui devrait mener à la formation des grands complexes industriels et de ces grandes instances de planification où il occuperait une place laissée vacante par l'autre²⁹.
- 47 Cette théâtralisation de l'opposition des classes sous le capitalisme de l'immédiat après Deuxième Guerre est révélatrice, sinon d'un pessimisme, au moins d'un profond désenchantement vis-à-vis du nouvel ordre capitaliste et, plus profondément, vis-à-vis du démocratisme lui-même. En effet, Schumpeter se révèle être un nostalgique du capitalisme des origines, en même temps qu'un critique sévère de l'inanité de la compétition électorale, de la malléabilité de l'opinion publique, de la vanité de l'institution parlementaire, reflétant sans doute en cela les leçons qu'il avait lui-même tirées de sa courte expérience politique en tant que ministre des Finances sous le gouvernement du Chancelier fédéral autrichien, Michael Mayr, au cours de l'année 1919, en même temps que celles que tout un chacun était en mesure de tirer des errances démocratiques d'un entre-deux-guerres fort mouvementé. On retrouvera un écho de ces questionnements et tourments dans une vaste enquête que l'UNESCO avait menée à l'aube des années cinquante qui opposait de manière irréductible deux formes et deux contenus de la démocratie : la démocratie libérale, d'un côté, fondée sur la protection des opportunités individuels, et la démocratie socialiste de l'autre, centrée sur le partage d'un bien-être matériel³⁰.
- 48 Quelques décennies plus tard, au tournant des années quatre-vingt-dix, dans la foulée de l'effondrement de l'URSS et des bouleversements qui ont secoué l'ancienne Europe de l'Est, l'opposition entre démocratie libérale et démocratie socialiste a pris une nouvelle forme avec la revendication du pluralisme démocratique au sein des sociétés socialistes tandis que, en face, au sein des sociétés capitalistes, l'opinion publique semblait toujours aussi réfractaire à l'idée d'une sanction des idéaux égalitaires. Cette opposition a semblé un temps donner raison à Schumpeter dans la mesure où il a pu apparaître que la démocratie socialiste était en passe de s'ouvrir, alors même que la démocratie libérale demeurait inchangée et inchangeable. Mais, bien sûr, les choses ne sont pas allées jusque-là et il a suffi de quelques années à peine pour que l'un après l'autre les pays socialistes d'Europe se rangent plutôt du côté du démocratisme libéral.
- 49 Aujourd'hui, vingt ans après la fin de la Guerre froide et l'effondrement des socialismes, un retour sur la démarche développée par Schumpeter s'impose moins par ses capacités de prédiction qui ont été nulles, mais plutôt par l'ampleur même de sa vision qui nous

autorise à revenir sur les liens fondamentaux qui lient le capitalisme et la démocratie, et sur leur incompatibilité de principe dès lors qu'il s'agit d'accorder à la démocratie un rôle actif dans la redistribution de la richesse. Plus près de nous, le livre de Schumpeter représente encore et toujours un point de départ fort intéressant et fort pertinent à partir duquel cerner les tourments de ce temps, afin de développer une interprétation moins complaisante et plus critique du rapport entre l'économie, la démocratie et l'idéologie.

NOTES

1. Pour un tour d'horizon des principales interprétations et mésinterprétations, on pourra se référer à : Warren J. Samuels, "A critique of *Capitalism, Socialism, and Democracy*", in Richard D. Coe et Charles K. Wilber, éditeurs, *Capitalism and Democracy, Schumpeter Revisited*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1985, p. 60 à 119.

Par ailleurs, Schumpeter n'a pas été pas le seul non-marxiste à prédire le déclin du capitalisme, loin de là. C'était également le cas, par exemple, pour Emil Lederer. Voir : P. G. Michaelides *et al.*, « Emil Lederer and Joseph Schumpeter on Economic Growth, Technology and Business Cycles », *Forum for Social Economics* (2010) 39:171–189. En ligne : www.emeraldinsight.com/journals.htm?articleid=1834324&show. Consulté le 23 janvier 2012.

2. G. Sartori, *Democrazia e Definizioni*, Turin, Il Molino, 1957; au demeurant, C.B. Macpherson accorde un statut théorique central à l'approche schumpétérienne en opposant, au paradigme classique, l'axe Schumpeter-Dahl, dans *Democratic Theory. Essays in Retrieval*, Oxford University Press, 1973.

3. Exception doit être faite de François Perroux qui a consacré plusieurs travaux à Schumpeter. Cependant cette fréquentation ne semble pas avoir profité au livre dont il est question ici.

4. Dans la suite de l'analyse, nous nous référerons indifféremment à la version anglaise ou à la version française de l'ouvrage en ajoutant la précision après le numéro de la page. Par ailleurs, nous nous sommes autorisés à revoir la traduction en certains endroits, une initiative qui a été indiquée en note. Il convient d'ajouter que la traduction française n'évite pas les bourdes ni les contresens. Un cas particulièrement patent nous est fourni par la traduction du sous-titre « *The Socialist Blueprint* » par : « l'organigramme socialiste ». Or, ce terme qui signifie « bleu » ou « photocalque » en langage technique, pourrait aussi se traduire par « plan », « projet », « canevas », etc., tandis que le recours à la notion d'organigramme est tout simplement un non-sens.

Les éditions auxquelles nous aurons recours sont : J. Schumpeter, *Capitalism, socialism, and Democracy*, 3^{ième} édition, New York, Harper and Row Publishers, 1950; et J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, (traduit par Gaël Fain), Paris, Petite bibliothèque Payot, 1963.

5. Une telle segmentation est toujours délicate dans le cas de Marx surtout, puisque l'on sait par ailleurs que son projet d'ensemble s'oppose sur tous les plans à celui d'un Auguste Comte pour qui la sociologie représente un tout autre canevas de développement social. Marx n'est ni sociologue ni économiste, ni non plus prophète, il synthétise une critique sociale du développement du capitalisme. À ce sujet, on pourrait consulter, par exemple, Kostas Papaioannou, *De Marx et du marxisme*, Paris, Gallimard, 1983 ou Lucien Goldmann, *Recherches dialectiques*, Paris, Gallimard, 1959. Au demeurant, la littérature marxiste sur cette question,

disponible déjà au temps de Schumpeter qui a choisi de n'en pas tenir compte (alors que certains parmi ces auteurs lui étaient familiers), était considérable, qu'il s'agisse des travaux de Lukacs, de Korsch, de R. Luxemburg ou de Trotsky, parmi beaucoup d'autres.

6. Page 46, de la version française.

7. Ici, le texte anglais est plus vague, voire ambigu : « *Marx the teacher* » aurait sans doute dû être traduit par « Marx l'enseignant », sinon par « Marx le prophète », dans le contexte de la polémique engagée par Schumpeter. Quoi qu'il en soit, le recours à la qualité de « professeur » est d'autant plus déplacé que Marx était passablement irrévérencieux à leur endroit.

8. Page 61 de l'édition anglaise.

9. Page 94 de la traduction française.

10. Page 143 de la version anglaise.

11. Page 151 de la version anglaise.

12. Page 232 de la traduction française.

13. Le livre de L. von Mises avait d'abord paru à Jéna en 1922; la seconde édition en langue allemande date de 1932. La traduction anglaise paraît à Londres en 1936, chez Jonathan Cape. Les éditions subséquentes datent de 1951 (Yale University Press), 1969 (Jonathan Cape) et 1982 (Liberty Classics, Indianapolis), avec une présentation de F. Hayek. À chaque fois, l'ouvrage est quelque peu remanié et complété; il est dès lors intéressant de relever que, si les travaux de Schumpeter sont indiqués en bibliographie, la polémique n'est pas relevée ni reprise. Elle le sera par Hayek en 1948 dans *Individualism and the Social Order*, tandis que L. von Mises esquisse une courte critique de la notion de marché avancée dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*, à l'intérieur de son œuvre — sans doute — majeure *Human Action*, publiée en 1949.

Par ailleurs, von Mises expose sa propre conception de la démocratie dans ce dernier ouvrage, aux pages 149 et ss. de la troisième édition, parue chez Henry Regnery Company, en 1966.

14. Page 173 de la version anglaise.

15. On constate à nouveau à quel point la traduction par « organigramme » dans la version française est trompeuse, comme nous l'avons relevé plus tôt.

16. Page 263 de la version française.

17. Page 323 de la version française.

18. Page 330 de la version française.

19. Page 251 de la version anglaise.

20. Schumpeter a recours dans son argumentation au terme anglais *rabble* que l'on devrait traduire plus adéquatement par « cohue ». (À la page 257 de l'édition anglaise).

21. Page 357 de la version française.

22. Cette distinction est passablement sibylline; elle impliquerait que le système politique canadien, entre autres, ne serait pas démocratique, une conclusion contre-intuitive qui va à l'encontre, par exemple, des résultats de la vaste enquête de James Bryce considérée comme un « classique » en la matière. Voir *Modern Democracies*, 2 volumes, New York, The Macmillan Company, 1921.

23. Cette précision s'impose d'autant plus que, comme nous l'avons souligné en début de texte, l'éditeur français, en livrant une traduction amputée de cette partie, a sérieusement dénaturé l'approche de l'auteur.

24. Page 353.

25. Page 373.

26. Pages 376 à 406.

27. À noter que le chapitre en question accorde une place importante à deux études, l'une portant sur les États-Unis, l'autre sur l'U.R.S.S. Dans le premier cas, Schumpeter prédit que la stagnation économique devrait finir par s'imposer tandis que, dans l'autre, il avance que, « dans vingt ans, les Russes seront tout aussi démocrates et pacifiques que nous le sommes — ils penseront et sentiront comme nous. D'ailleurs, Staline sera mort à ce moment-là. » À la page 402.

28. Un parallèle qui échappe à l'analyse quand on concentre l'attention sur le seul contenu économique des écrits de l'auteur, comme le font P. G. Michaelides *et al.* : « Heterodox influences on Schumpeter », IJSE, 2009, 37, 3. En ligne : www.emeraldinsight.com/0306-8293.htm. Consulté le 23 janvier 2012.

29. Plusieurs ouvrages ont, depuis lors, étudié le rôle de l'intellectuel en tant que vecteur dans la création d'une société « idéale ». Je me permets d'en mentionner deux : J. H. Billington, *Fire in the Minds of Men. Origins of the Revolutionary Faith*, New York, Basic Books, 1980; F. Venturi, *Les Intellectuels, le peuple et la révolution. Histoire du populisme russe au XIX^{ème} siècle*, Paris, Gallimard, 1972.

30. Richard McKeon, éditeur, *Democracy in a World of Tensions. A Symposium prepared by UNESCO*, Paris, 1951.

AUTEUR

DORVAL BRUNELLE

Directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal de l'UQAM